

L'EXPÉRIENCE ITALIENNE

Les défis posés par le décret-loi du 7 juin 2017

Vaccination et Droit

Université Paris Descartes

27.3.18

JE M'APPELLE ...

- Renzo Berti
- Docteur en médecine
spécialisé en Santé Publique
- Directeur du Département
de la Prévention
- ASL (Agence Sanitaire) Toscane
Centre



ASL (AGENCE SANITAIRE) TOSCANE CENTRE



- **Organisme public** qui protège la santé de la population grâce à des services de **prévention**, de **traitement** et de **réadaptation**
- **Né le 1.1.2016** (fusion de 4 agences préexistantes)
- **1,6 million d'habitants**
- villes de **Firenze**, Prato, Pistoia, Empoli
- **20.000 employés**
- **71 Municipalités**
- **3 milliards € de budget annuel**

VACCINATIONS: UN DÉFI À PLUSIEURS POINTS DE VUE

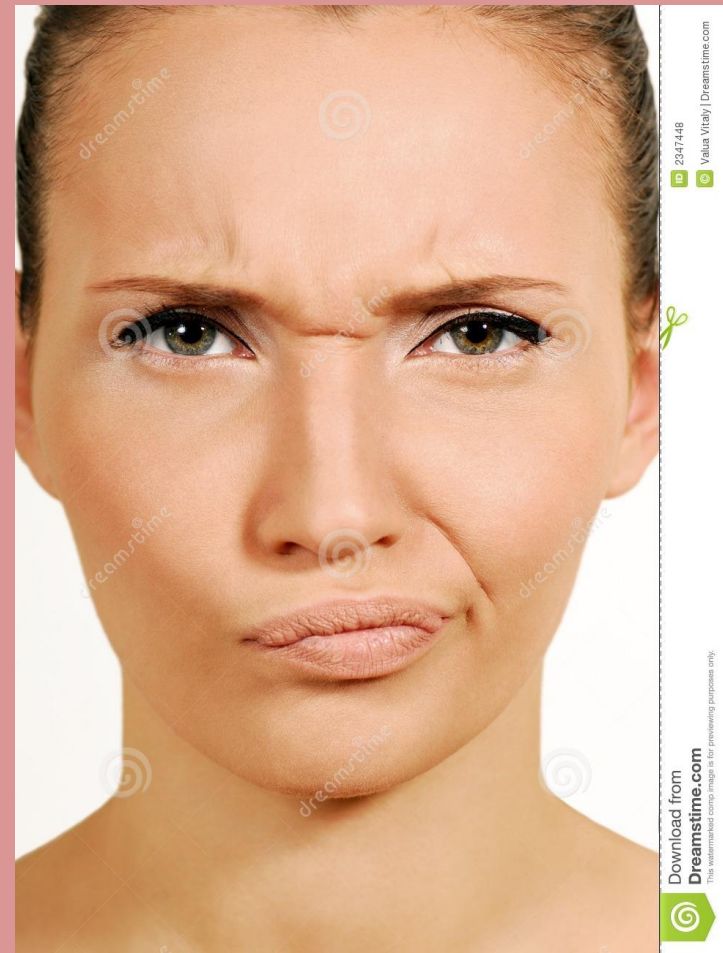
- organisationnel
- professionnel
- juridique
- culturel
- parfois ... humain



EN ITALIE COMME EN FRANCE

- une histoire longue et positive
- méfiance courante
- incidence de fake news

peut-être que les vaccins sont victimes de leur succès?



UNE QUESTION FRÉQUEMMENT POSÉE



*pourquoi se faire
vacciner vu la
rareté et le peu de
danger des
maladies dont on
veut se prémunir?*

À VRAI DIRE ...

- **d'un côté** nous savons que le casque est utile mais seulement s'il est porté *avant* un accident
- **de l'autre**, l'incidence des effets parfois graves des maladies naturelles est *bien supérieur* à celle des événements indésirables après vaccination



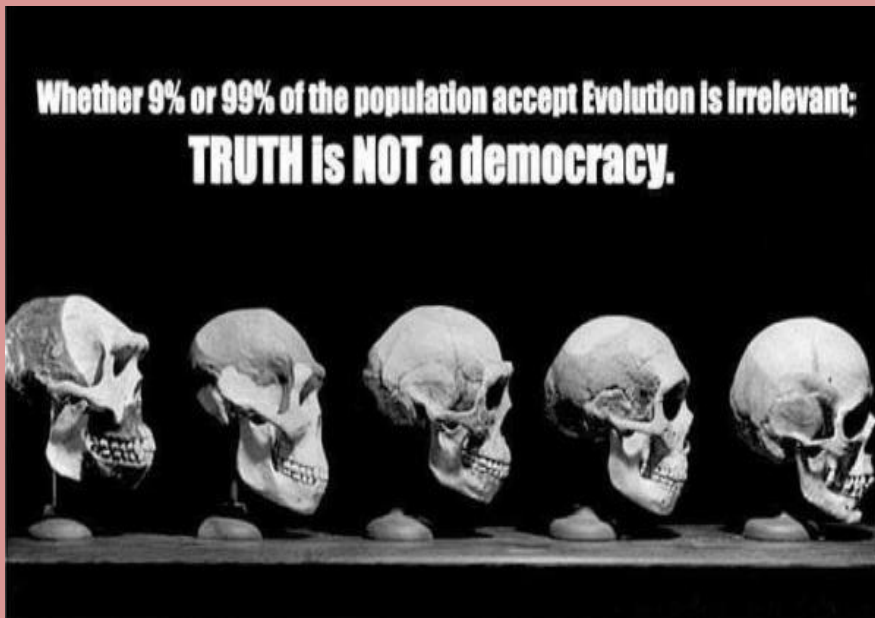
ITALIE 2017 - ROUGEOLE

- 4.991 cas
- 6 fois plus qu'en 2016
- 35,8% de complications
- 4 morts

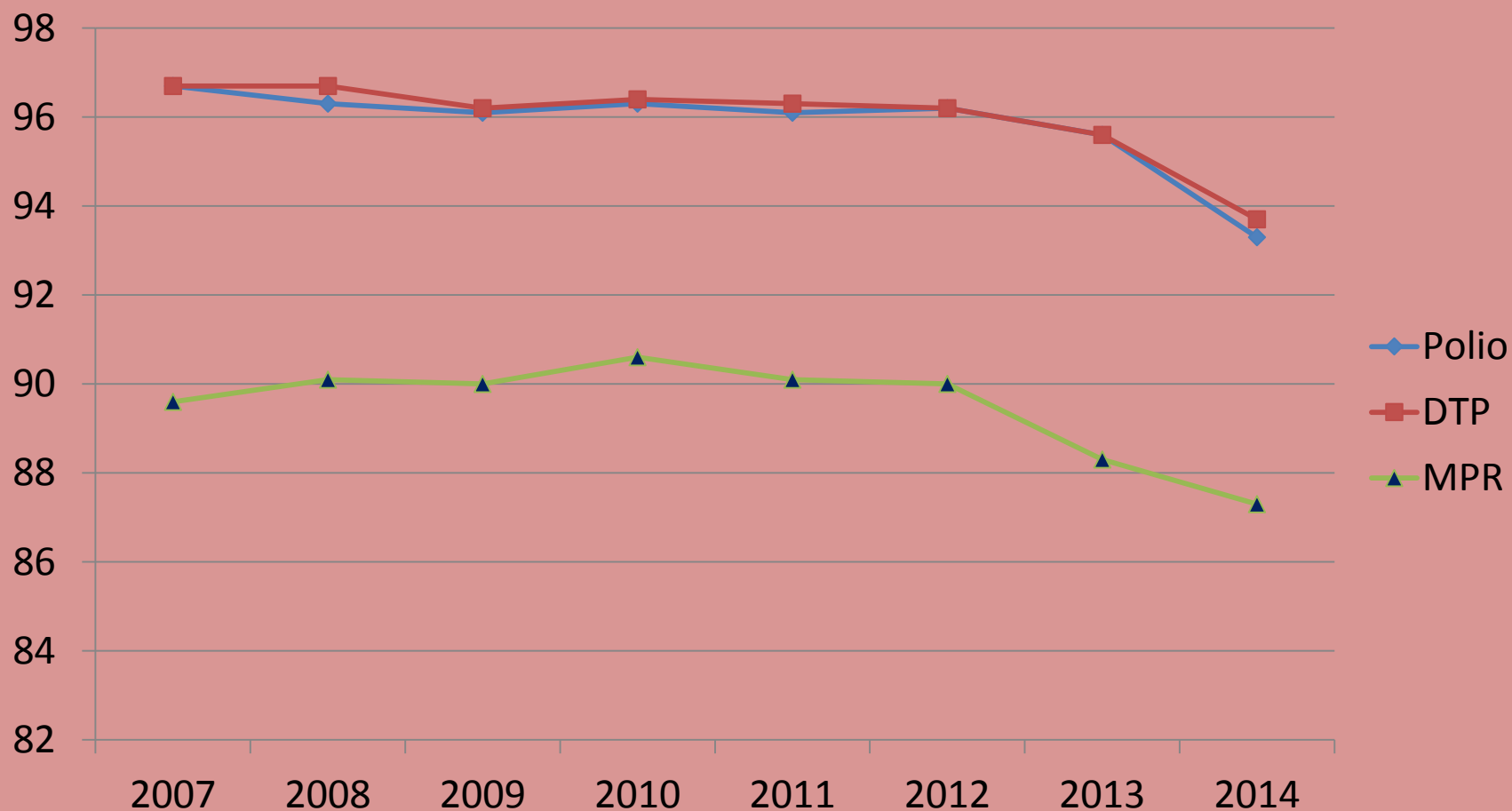


SCIENCE ET DEMOCRATIE

En Italie il y a un **débat singulier**
entre la science et la démocratie: les
opinions d'un **savant** devraient peser
comme celles d'un
quidam?

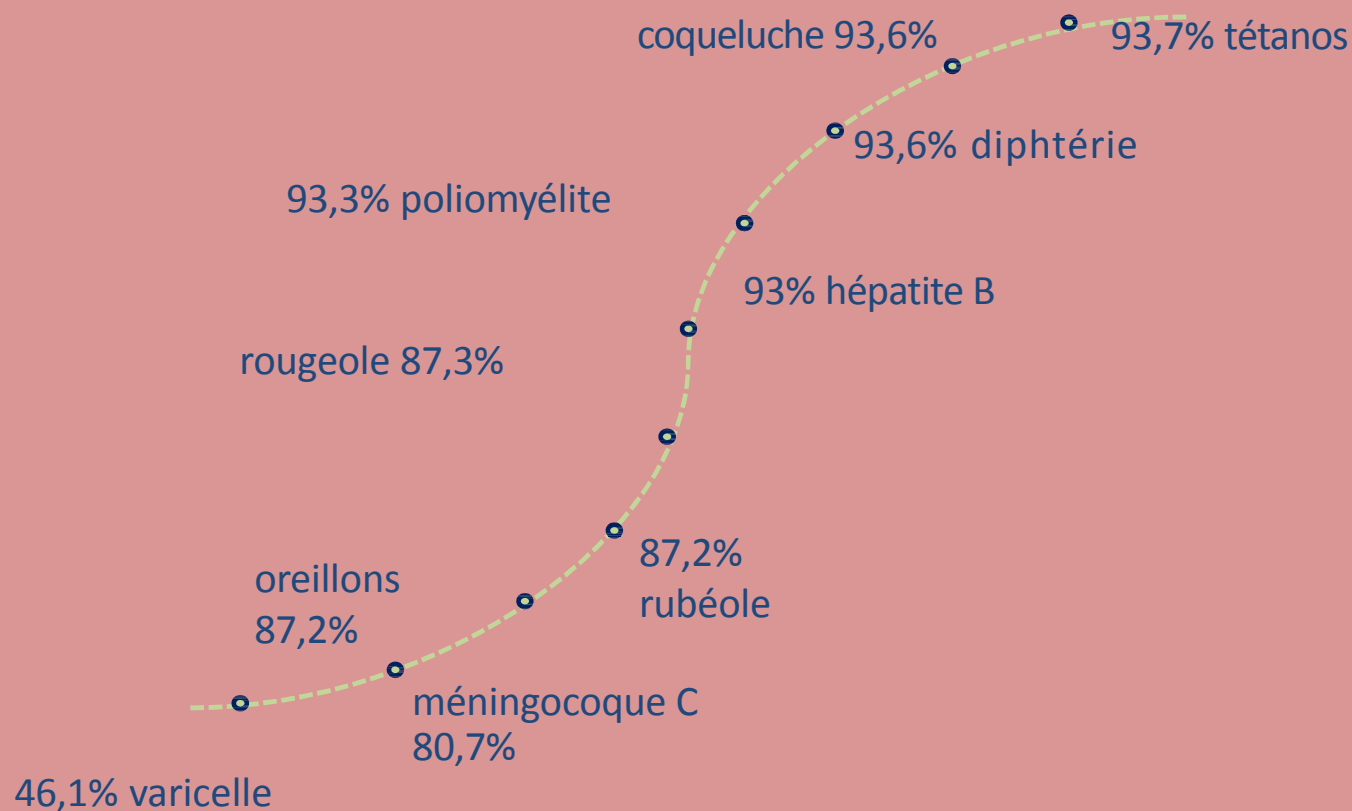


RÉDUCTION PROGRESSIVE DE TOUTES LES VACCINATIONS (sur 100 habitants)



COHORTE 2014 (au 31.12.16)

LA COUVERTURE VACCINALE NATIONALE
MOYENNE EST **DANGEREUSEMENT INFÉRIEURE**
AU SEUIL RECOMMANDÉ PAR L'OMS.



CRISE DE L'IMMUNITÉ COLLECTIVE (EN ITALIEN “**IMMUNITÉ DE TROUPEAU**”)



DÉCRET-LOI n.73 du 7.6.2017 converti en **LOI n.119 du 31.7.17**

ADMISSION À L'ÉCOLE

la régularité vaccinale est **requis** pour l'admission dans les **crèches** et dans les **écoles maternelles** (0-6 ans) depuis l'année scolaire 2017/18 **dans l'école obligatoire (6-16 ans)** le droit (devoir) à l'éducation prévaut sur le droit (devoir) à la **santé**
c'est-à-dire que ceux qui ne sont pas en règle sont **sanctionnés** mais peuvent aller à l'école

OBLIGATION

augmentation **de 4 à 10** du nombre des vaccinations **obligatoires**



SANCTIONS

pécuniaires (de 100 à 500€)

VACCINATIONS OBLIGATOIRES

POUR LES MINEURS D'ÂGE INCLUS ENTRE 0-16 ANS

LES VACCINATIONS SUIVANTES SONT **OBLIGATOIRES ET GRATUITES:**

10

anti-poliomyélite

anti-diphtérie

anti-tétanos

anti-hépatite B

anti-coqueluche

anti-*Haemophilus Influenzae b*

anti-rougeole

anti-rubéole

anti-oreillons

anti-varicelle

} 4 vaccins
déjà
obligatoires

} 6 nouvelles
vaccinations
obligatoires,

EXEMPTION DE L'OBLIGATION

- ➔ les sujets immunisés à la suite d'une **maladie naturelle**
- ➔ les sujets qui sont dans des **conditions cliniques spécifiques** documentées, certifiées par le médecin généraliste ou le pédiatre

la vaccination est reportée ...

- ➔ lorsque les sujets sont dans des **conditions cliniques spécifiques** documentées, certifiées par le médecin généraliste ou par le pédiatre



CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

art.32

- LA RÉPUBLIQUE PROTÈGE LA SANTÉ EN TANT QUE **DROIT FONDAMENTAL DE L'INDIVIDU ET INTÉRÊT DE LA COMMUNAUTÉ** ET GARANTIT LE TRAITEMENT GRATUIT AUX INDIGENTS.
- **PERSONNE NE PEUT ÊTRE OBLIGÉ DE SUIVRE UN TRAITEMENT DE SANTÉ SPÉCIFIQUE, SAUF PAR LA LOI.** LA LOI NE PEUT EN AUCUN CAS VIOLER LES LIMITES IMPOSÉES PAR LE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE.

C'EST-À-DIRE ...

... buvez toujours si
vous voulez, mais
pas quand vous
conduisez et que
vous faites courir
un risque à la
santé d'autrui



DOCUMENTATION À PRÉSENTER AUX ÉCOLES

- copie du **carnet de santé**
- certificat délivré par l'**Agence sanitaire**
- certificat du **pédiatre** ou du **médecin de famille**
- **auto-certification**

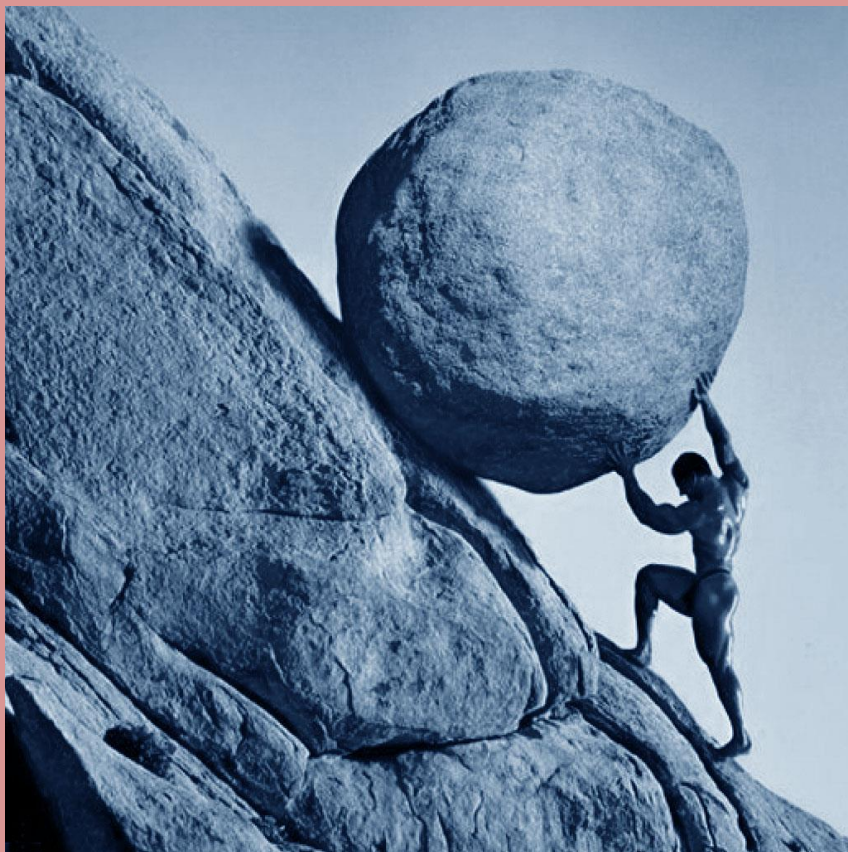


CIRCULAIRE 1.9 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET MINISTÈRE DE L'EDUCATION

- La régularité de la situation vaccinale (documentée) constitue pour les enfants 0-6 ans une **condition d'accès** à partir du 12.9.17.
- Les auto-certifications seront valables jusqu'au le 10.3.18



UN DÉFI DANS LE DÉFI



dans le territoire de
notre Agence Sanitaire:

- **230.000** enfants <17
ans
- **1.451** écoles
- **10** jours de temps

RISQUE DE FILES INTERMINABLES!

→ **hostilité**
croissante à
l'égard de la loi
et plus de
difficultés pour
susciter
l'adhésion



ET ALORS ... SIMPLIFICATION



- rapport direct entre les structures de l'administration publique (Écoles et Santé)
- **prévu** par la loi mais seulement à partir de l'année scolaire **2019/20**, probablement en raison des retards dans l'enregistrement informatique des vaccinations dans les différentes régions

EN TOSCANE

ACCORD POUR L'ANTICIPATION DE LA SIMPLIFICATION

- les écoles fournissent les **listes des mineurs inscrits** à l'agence sanitaire
- l'agence sanitaire croise les listes avec celles du **registre des vaccinations** et va signaler les cas pour lesquels il faut un **supplément de contrôle** (irréguliers mais aussi sujets non inscrits)
- la fréquentation des services éducatifs (mineurs de 6 ans) peut être toutefois autorisée en présentant une **auto-certification**



MÊME SI ...

- l'Autorité de Garantie du respect de la vie privée le 1.9.17 a déconseillé aux agences sanitaires de communiquer des **données sensibles**
- risque de **sanctions** pécuniaires et pénales à leurs dirigeants
- selon nous communiquer les cas pour lesquels il faut un **supplément de contrôle** ne signifie pas communiquer des données sensibles
- malgré l'avis **nous avons procédé** en envoyant toutes les données aux écoles en temps utile (dernière 3.37 de la matinée du 11.9.17)

ENFANTS 0-6 Ans

SITUATION AU 11 SEPTEMBRE

ENFANTS COMMUNIQUÉS	47.045 (88.8% sur environ 53.000)
EN RÉGLE	38.739 (82,3%)
À MIEUX VÉRIFIER	7.656 (16,3%)
INCONNUS	650 (1,4%)
EXCLUS DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE	? (très peu)

DÉCRET-LOI n.148 du 16.10.2017 converti en LOI n.172 du 4.12.17

- il a permis de reporter l'application de la procédure simplifiée à l'année scolaire **2017/18**
- À condition que **entre le 10 mars** les Agences Sanitaires informent les écoles des noms des mineurs qui ne sont pas en règle

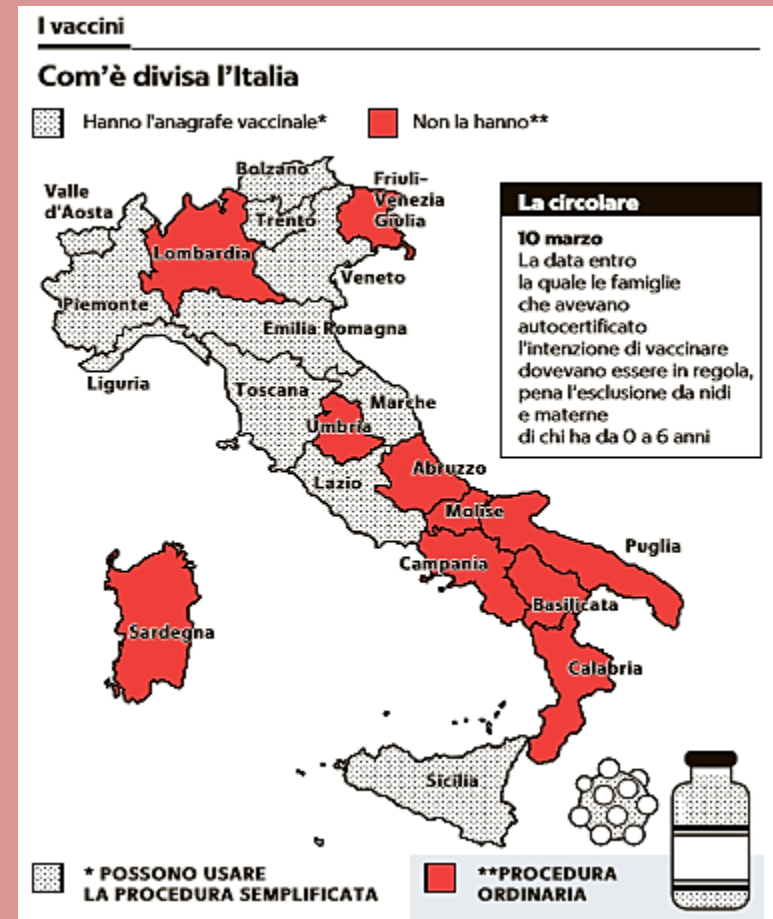
L'ITALIE DIVISÉE EN DEUX

EN BLANC

RÉGIONS ÉQUIPÉES D'UN
REGISTRE VACCINAL ET
QUI ONT UTILISÉ LA
PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

EN ROUGE

RÉGIONS SANS REGISTRE
VACCINAL ET QUI ONT
UTILISÉ LA PROCÉDURE
NORMALE



ENFANTS 0-6 ANS

SITUATION AU 10 MARS 18

ENFANTS COMMUNIQUÉS	53.213 (100% su ~53.000)
EN RÉGLE	49.383 (91,5%)
PAS DANS LA RÈGLE	4.527 (8,5%)
AVEC RESERVATION*	697
EXCLUS POTENTIEL	3.830 (7,7%)

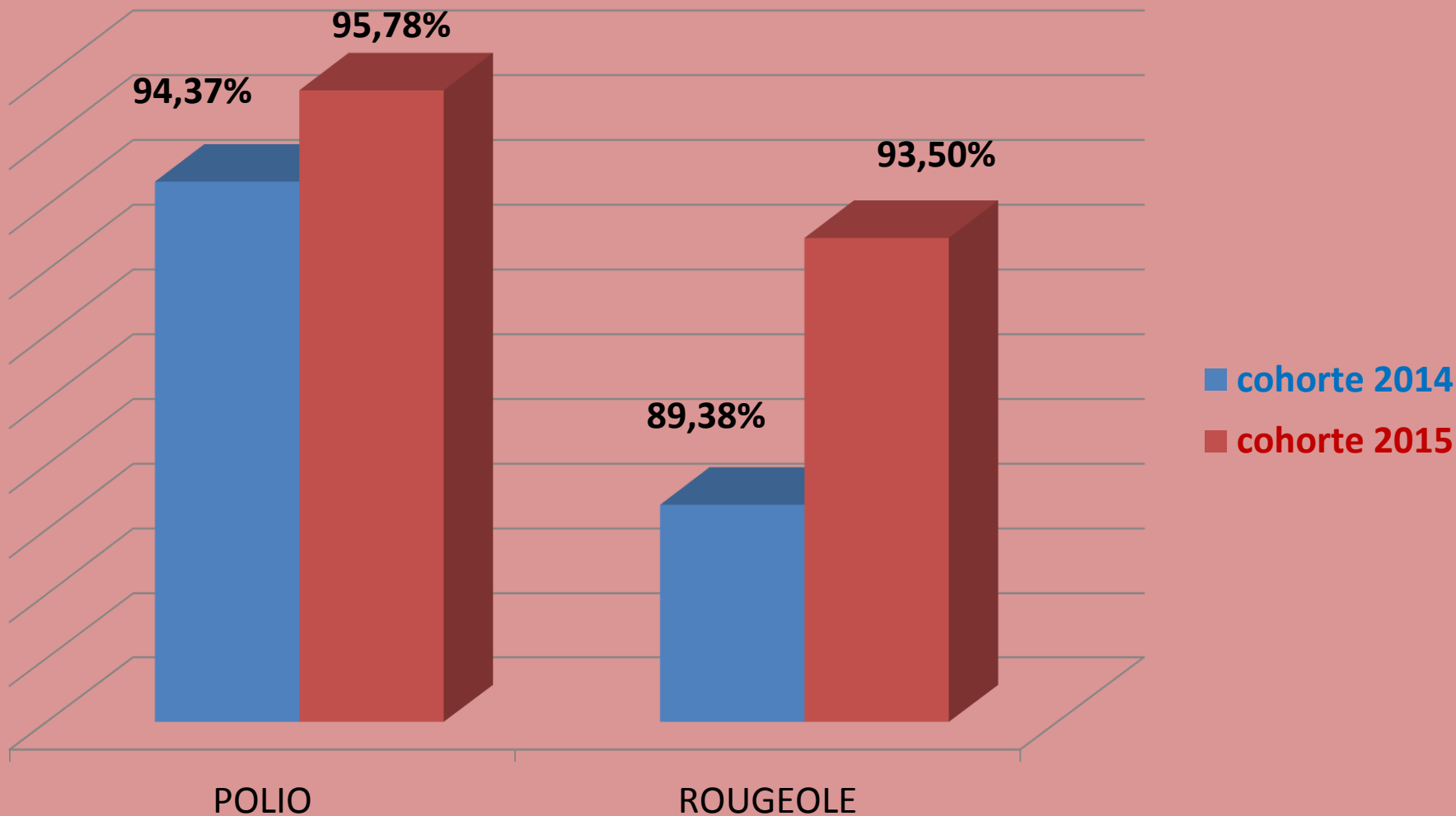
* RÉSERVATIONS

- pour une **injection** ma aussi pour un **entretien informatif**
- TAR (Tribunal Administratif Régional)
Brescia le 14.3.18 a annulé l'exclusion de l'école d'un enfant dont les parents avaient demandé une entrevue informative préliminaire

ENSUITE ...

- entre le **20.3.18**, les écoles ont écrit aux parents d'enfants non réguliers pour les inviter à **documenter** leur position **dans les 10 jours**
- en cas de non-soumission ou de non-régularité, les mineurs de 6 ans sont **exclus des accueils éducatifs**
- au **30.4.18**, leurs noms sont signalés à l'Agence Sanitaire(**rappel et sanctions possibles**)

ET POURTANT ÇA BOUGE EN TOSCANE



TOUTEFOIS ... LE DÉBAT CONTINUE



OBLIGATION ET PERSUASION NE SONT PAS UNE ALTERNATIVE



Législation et droit

- Article 32 Costituzione
- DPR 22 dicembre 1967, n. 1518
- DPR 26 gennaio 1999 n. 355
- DPR 28 dicembre 2000 n. 445
- Legge 25 febbraio 1992 n. 210
- Code civile, articles 333 e 336
- Delibera della Giunta regionale toscana n. 1067 del 25 novembre 2014
- Decreto legge 7 giugno 2017 n. 73, convertito con modificazioni dalla Legge 31 luglio 2017 n.119

Législation et droit

- Circolari Ministero della Salute del 16 agosto 2017
- Circolare Ministero dell'Istruzione del 16 agosto 2017
- Circolare Ministero della Salute e Ministero dell'Istruzione del 1° settembre 2017
- Circolari Ministero della Salute e Ministero dell'Istruzione del 28 febbraio 2018
- Legge n. 172 del 4.12.2017, di conversione del decreto-legge n. 148 del 16.10.2017
- Cassation civile, sezione I, 8 luglio 2005, n. 14384
- Cassation civile, sezione I, 18 luglio 2003, n. 11226
- Corte Costituzionale, 22 luglio 2004, n. 262
- Corte Costituzionale, 22 giugno 1990, n. 307

MERCI BEAUCOUP DE VOTRE ATTENTION

renzo.berti@uslcentro.toscana.it

+39 335 6035250

Dipartimento di Prevenzione ASL Toscana Centro

Via Lavarone 3/5 59100 Prato - Italia